

MARCHE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

**Marché de prestations de gardiennage et surveillance des locaux d'un  
groupement d'achats d'organismes de Sécurité Sociale du Grand Est**

Marché A Procédure Adaptée (MAPA) – services sociaux et services spécifiques - passé selon les articles L.2123-1, R.2123-1 et R.2123-4 du Code de la commande publique

Codes CPV 79710000-4, 79713000-5, 79714000-2  
(Services de sécurité, gardiennage et surveillance)

**CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (C.C.P.)  
POUR L'ENSEMBLE DES LOTS**

***Marché N° PrA-GE-10***

## Table des matières

Définitions.....	4
Remarques liminaires.....	5
ARTICLE - 1     Objet, durée et lieux d'exécution du marché .....	5
1.1 – Objet du marché .....	5
1.2 – Durée du marché .....	5
1.3 – Lieux d'exécution du marché.....	6
ARTICLE - 2     Dispositions générales .....	6
2.1 – Groupement d'achats .....	6
2.2 – Forme, spécification et procédure de passation du marché.....	7
2.3 – Textes applicables et documents de référence (liste non exhaustive).....	7
2.4 – Allotissement .....	7
2.5 – Clauses de réexamen et modifications du marché .....	8
2.5.1 – <i>Clauses de réexamen</i> .....	8
2.5.2 – <i>Modifications du marché</i> .....	8
2.6 – Reprise du personnel.....	8
ARTICLE - 3     Pièces contractuelles du marché .....	9
ARTICLE - 4     Engagement du titulaire .....	9
ARTICLE - 5     Exécution du marché .....	9
5.1 – Obligations du titulaire.....	10
5.1.1 Obligation de résultat .....	10
5.1.2 Obligation de conseil et d'alerte .....	10
5.2 – Personnels et dirigeants.....	10
5.3     – Description des prestations.....	12
5.3.1 – Missions de gardiennage des accueils.....	12
5.3.2 – Missions de rondes de surveillance.....	12
5.3.3 – Missions d'ouverture et fermeture de sites .....	13
5.4     – Modalités d'exécution des prestations .....	14
5.4.1 – <i>Mission de gardiennage des accueils : transmission du planning des agents</i> .....	14
5.4.2 – <i>Délais de remplacement du personnel</i> .....	14
5.4.3     – <i>Consignes liées à la sécurité et à l'accès aux locaux et aux installations</i> ...	14
5.5     – Suivi des prestations.....	15
5.5.1 – Réunions de suivi.....	15
5.5.2 – Missions de gardiennage des accueils.....	15
5.5.3 – Missions d'intervention (rondes et ouverture / fermeture de sites) .....	15
5.6 – Pénalités et réfections.....	16
5.6.1 – Nature et montant des pénalités (HORS champ de TVA) et réfections.....	16
5.6.2 – Modalités d'application des pénalités .....	17
5.7 – Clause de non exclusivité.....	18
ARTICLE - 6     Prix du marché .....	18

6.1 – Contenu et forme des prix .....	18
6.2 – Bon de commandes .....	18
6.3 – Révision des prix.....	19
ARTICLE - 7 Modalités de règlement.....	20
7.1 – Acomptes .....	20
7.2 – Présentation des demandes de paiement .....	20
7.3 – Délai global de paiement.....	21
7.4 – Paiement des groupements d’opérateurs économiques (cotraitants) .....	21
7.5 – Nantissement et cession de créance .....	21
ARTICLE - 8 Sous-traitance.....	21
ARTICLE - 9 Responsabilité et assurance .....	22
9.1 – Responsabilité .....	22
9.2 – Assurance .....	23
ARTICLE - 10 Résiliation .....	23
ARTICLE - 11 Force majeure .....	23
ARTICLE - 12 Redressement ou liquidation judiciaire.....	24
ARTICLE - 13 Règlement des litiges – langues – Evolution de la législation.....	24
ARTICLE - 14 Clause de confidentialité.....	24
ARTICLE - 15 Développement durable .....	25
ARTICLE - 16 Désignation des référents du marché .....	26
ARTICLE - 17 Dérogation au CCAG-FCS en vigueur .....	26

## DEFINITIONS

---

**AE** : Acte d'Engagement

**CCP** : Cahier des Clauses Particulières

**BP(U&F)** : Bordereau de Prix (forfaitaires et unitaires).

**Code de la commande publique** : Textes issus de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 et du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018.

**Comptables assignataires** : Directeurs financiers et comptables des organismes membres du groupement d'achats.

**Coordonnateur** : Le Coordonnateur du présent marché est le **Pôle Régional Achats de la CPAM de Meurthe et Moselle**. Il coordonne les besoins des organismes visés à l'article 2.1 du CCP.

**CAF** : Caisse d'Allocations Familiales. Les CAF sont des organismes de droit privé exerçant une mission de service public.

**CPAM** : Caisse Primaire d'Assurance Maladie. Les CPAM sont des organismes de droit privé exerçant une mission de service public.

**UC-CMP** : Union de Caisses – Centre de Médecine Préventive. Les UC-CMP sont des organismes de droit privé exerçant une mission de service public.

**Organismes** : Sont désignés par le terme « organismes » les membres du groupement d'achats désignés à l'article 2.1 du CCP.

**RGPD** : Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018

**Sous-traitant** : Personne physique ou morale exécutant certaines parties du marché public autorisées à être sous-traitées, ayant été acceptée et ayant obtenu l'agrément de ses conditions de paiement par le coordonnateur.

**Titulaire** : Le soumissionnaire auquel le coordonnateur notifie le marché public.

## REMARQUES LIMINAIRES

Au regard des différentes évolutions de la Sécurité Sociale et de ses conséquences, le présent marché est susceptible d'évoluer. Ainsi, le parc immobilier des organismes membres du groupement d'achats peut changer au cours du marché (achat, vente de sites, réhabilitations, ...). Le groupement d'achats se réserve le droit de procéder aux ajustements du volume des prestations à réaliser, dans la limite des conditions prévues aux articles 2.2 et 2.5 du présent CCP. Ces modifications se feront conformément aux dispositions tarifaires mentionnées par le titulaire dans son offre.

Les cas de diminution se feront sans indemnité compensatrice.

## ARTICLE - 1 OBJET, DUREE ET LIEUX D'EXECUTION DU MARCHÉ

### 1.1 – Objet du marché

Dans le cadre d'un groupement d'achats d'organismes de Sécurité Sociale du Grand Est, le présent marché a pour objet :

- Le gardiennage des accueils des organismes membres du groupement d'achats,
- Des missions d'ouverture et de fermeture de certains sites,
- Des rondes de surveillance régulières sur certains sites.

Organismes membres	Lots
CPAM du Bas Rhin	Lot N°1 Gardiennage - Alsace
CPAM du Haut Rhin	
CPAM de Meurthe et Moselle	Lot N°2 Gardiennage - Lorraine
CPAM de la Meuse	
CPAM de la Moselle	
CPAM des Vosges	
UC-Centre Médecine Préventive (sites lorrains)	
CPAM des Ardennes	Lot N°3 Gardiennage - Champagne-Ardenne
CPAM de l'Aube	
CPAM de la Marne	
CAF de la Marne	
CPAM de Haute Marne	
UC-Centre Médecine Préventive (sites champ-ardennais)	

A titre indicatif, les sites d'interventions connus et récurrents à la date de publicité du marché sont référencés au bordereau des prix (annexe 2 du présent CCP).

Cette liste peut être amenée à évoluer en fonction d'éventuelles restructurations, tout en restant dans le périmètre géographique de la région Grand Est.

Les organismes sont également susceptibles de mandater le titulaire pour des missions ponctuelles ou limitées dans le temps ; notamment pour faire face à des situations de crise.

### 1.2 – Durée du marché

Le marché public est conclu pour une période ferme de 12 mois à compter du 1<sup>er</sup> mai 2026, ou de la date de réception de l'accusé de réception de la notification du marché si celle-ci est postérieure.

A l'issue de cette période initiale, le marché public est reconductible tacitement trois fois par périodes de 12 mois, sans que la durée totale du marché puisse excéder 48 mois.

La conclusion de bons de commandes passés sur la base de cet accord-cadre ne peut se faire que pendant la durée de validité de l'accord-cadre. Ils peuvent être émis jusqu'à son terme, sans que leur durée d'exécution ne puisse excéder trois (3) mois calendaires au-delà de la date limite d'exécution de l'accord-cadre.

Le coordonnateur a la faculté de mettre fin au marché à chaque période de reconduction. Cette décision sera alors notifiée au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de trois (3) mois avant la date anniversaire du marché.

En cas de non-reconduction, le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité.

Le titulaire reste quant à lui tenu par son engagement pour la durée totale du marché, soit 48 mois maximum.

Tous les cas de résiliation du marché sont prévus à l'article 10 du présent CCP.

### **1.3 – Lieux d'exécution du marché**

Le périmètre géographique d'exécution du marché est la région Grand Est de la France.

Les sites récurrents d'intervention connus à la date de publication du marché sont référencés au BP (annexe 2 du présent CCP).

Ils sont susceptibles d'évoluer en fonction de potentielles réorganisations (déménagements, ouvertures ou fermetures de sites), tout en restant limités à la région Grand Est.

Au niveau départemental, chaque organisme dispose d'un siège social et de plusieurs agences et/ou bâtiments administratifs délocalisés.

## **ARTICLE - 2 DISPOSITIONS GENERALES**

### **2.1 – Groupement d'achats**

En vertu des dispositions de l'article L. 2113-6 du code de la commande publique, les organismes nommés dans le tableau ci-dessous ont constitué un groupement d'achats dont le Coordonnateur est le Pôle Régional Achats de la CPAM de Meurthe et Moselle.

<b>Organismes membres</b>	<b>Lots</b>
CPAM du Bas Rhin	Lot N°1 Gardiennage - Alsace
CPAM du Haut Rhin	
CPAM de Meurthe et Moselle	Lot N°2 Gardiennage - Lorraine
CPAM de la Meuse	
CPAM de la Moselle	
CPAM des Vosges	
UC-Centre Médecine Préventive (sites lorrains)	
CPAM des Ardennes	Lot N°3 Gardiennage - Champagne-Ardenne
CPAM de l'Aube	
CPAM de la Marne	
CAF de la Marne	
CPAM de Haute Marne	
UC-Centre Médecine Préventive (sites champ-ardennais)	

Au terme de la consultation, le marché public est conclu et notifié par le représentant du Coordonnateur.

Suite à la notification du marché, chaque membre du groupement d'achats :

- Gèrera la vie du marché pour le périmètre dont il a la responsabilité,
- Emettra ses propres bons de commande selon ses besoins particuliers,
- S'assurera de leur bonne exécution (conformité avec la commande, application de pénalités si nécessaire, ...)
- Effectuera directement au titulaire retenu les paiements correspondants à ses bons de commande.

## 2.2 – Forme, spécification et procédure de passation du marché

Le présent marché public est un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande sans minimum.

Les montants totaux de chaque lot du marché (reconductions incluses) ne pourront excéder les plafonds ci-dessous, sur la durée totale du marché :

- Lot N°1 (Alsace) : 1.500.000,00 € HT.
- Lot N°2 (Lorraine) : 2.000.000,00 € HT.
- Lot N°3 (Champagne-Ardenne) : 2.000.000,00 € HT.

Le marché public est un marché à procédure adaptée (MAPA) ayant pour objet des services spécifiques, passé selon les articles L.2123-1, R.2123-1 et suivants du Code de la commande publique.

Il est régi par le CCAG fournitures courantes et services (FCS) en vigueur et le présent cahier des clauses particulières (CCP).

## 2.3 – Textes applicables et documents de référence (liste non exhaustive)

- Le code du travail,
- Le code de la santé publique,
- Le code de la commande publique,
- L'ensemble des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, et tous les textes administratifs nationaux ou locaux applicables dans le cadre de l'exécution du présent contrat pour autant qu'ils soient d'ordre public, ou qu'ils suppléent au silence des autres pièces contractuelles,
- L'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation des marchés publics des organismes de sécurité sociale,
- Le règlement européen sur la protection des données (RGPD) n°2016/679 du 27 avril 2016, entré en vigueur le 25 mai 2018,
- Les normes et règlements de sécurité en vigueur à la date du marché,
- Le code de la sécurité intérieure (Livre VI – Activités privées de sécurité) en vigueur,
- La loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 qui régit les activités privées de sécurité,
- La loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République.

**Le titulaire ne pourra se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance de ces textes et, d'une manière générale, de tout texte et de toute la réglementation intéressant son activité pour l'exécution du présent marché. De par sa qualité de professionnel, il sera seul responsable de l'application de la réglementation en vigueur et de celle qui deviendrait applicable au cours du présent marché.**

## 2.4 – Allotissement

Le présent marché est composé de trois (3) lots détaillés dans le tableau ci-dessous.

Organismes membres	Lots
CPAM du Bas Rhin	Lot N°1 Gardiennage - Alsace
CPAM du Haut Rhin	
CPAM de Meurthe et Moselle	Lot N°2 Gardiennage - Lorraine
CPAM de la Meuse	
CPAM de la Moselle	
CPAM des Vosges	
UC-Centre Médecine Préventive (sites lorrains)	
CPAM des Ardennes	Lot N°3 Gardiennage - Champagne-Ardenne
CPAM de l'Aube	
CPAM de la Marne	
CAF de la Marne	
CPAM de Haute Marne	
UC-Centre Médecine Préventive (sites champ-ardennais)	

## 2.5 – *Clauses de réexamen et modifications du marché*

L'acheteur se réserve le droit de modifier l'accord-cadre dans les conditions prévues aux articles R.2194-1 à R.2194-10 du code de la commande publique.

### 2.5.1 – *Clauses de réexamen*

- Arrêt définitif d'une mission récurrente figurant au bordereau des prix forfaitaires :  
Le pouvoir adjudicateur mettra en œuvre cette modification de façon unilatérale. La décision sera matérialisée par l'envoi d'un courriel dans les meilleurs délais, et à minima 10 jours ouvrés avant l'arrêt effectif de la prestation.  
Les modifications se feront sans indemnité compensatrice.
- Arrêt temporaire d'une mission récurrente figurant au bordereau des prix forfaitaires ; hors fermeture exceptionnelle d'une journée maximum, décidée par l'acheteur (pont, grève...) :  
Le pouvoir adjudicateur mettra en œuvre cette modification de façon unilatérale. La décision sera matérialisée par l'envoi d'un courriel dans les meilleurs délais, et à minima 10 jours ouvrés avant la suspension effective de la prestation.  
Si la date de reprise de la prestation est connue, elle sera communiquée au moment de la notification de la suspension de la prestation. Dans le cas contraire, l'acheteur préviendra le titulaire au plus tôt, et à minima 10 jours ouvrés avant la date effective de reprise de la prestation.  
Les modifications se feront sans indemnité compensatrice.
- Transfert d'une mission récurrente figurant au bordereau des prix forfaitaires, vers un site de substitution (par exemple pour cause de travaux sur le site d'origine) :  
Le pouvoir adjudicateur mettra en œuvre cette modification de façon unilatérale. La décision sera matérialisée par l'envoi d'un courriel dans les meilleurs délais, et à minima 10 jours ouvrés avant la date effective du transfert de site d'exécution de la prestation.  
Les modifications se feront sans indemnité compensatrice.

### 2.5.2 – *Modifications du marché*

Les modifications de l'accord-cadre sont actées par avenant. Elles ont pour objet la fourniture d'un service supplémentaire devenu nécessaire (nouvelles prestations récurrentes) et ce, en application des articles R2194-2 à R2194-4 du Code de la Commande Publique.

Si le service supplémentaire est similaire en terme de contenu, de lieu d'exécution et d'horaires, à un service existant dans le même lot, le tarif appliqué sera identique à celui de la prestation similaire déjà existante.

Dans le cas contraire, le tarif du service supplémentaire sera négocié entre les parties.

## 2.6 – *Reprise du personnel*

Dans le cadre du présent marché, le titulaire s'engage à reprendre le personnel en place affecté à l'exécution des prestations de gardiennage par le précédent prestataire, conformément aux dispositions du Code du travail (Article L.1224-1 du code du travail) et aux stipulations de la convention collective nationale des entreprises de prévention et de sécurité (notamment l'avenant du 28 janvier 2011 à l'accord du 5 mars 2002 relatif à la reprise du personnel). Celle-ci fixe les conditions de la garantie de l'emploi et de la continuité du contrat du personnel.

A la demande des organismes et avec l'accord des salariés concernés, le titulaire entrant s'attachera à réaffecter les agents de sécurité éligibles à la reprise sur les sites où ils opéraient avant l'entrée en vigueur du présent marché.

Le titulaire entrant doit donc se rapprocher de son prédécesseur pour régler la question de la reprise du personnel.

L'ensemble des informations nécessaires à la bonne gestion de la reprise du personnel figure en annexe 3 au présent CCP.

Le non-respect de ces dispositions réglementaires et conventionnelles constitue un motif de résiliation du marché sans indemnité, conformément à l'article 41.1 du CCAG fournitures courantes et services (FCS) en vigueur.



Avant l'expiration du marché, le titulaire s'engage à remettre à l'acheteur, dans les 15 jours ouvrés suivant la demande écrite de ce dernier, tous les renseignements relatifs au personnel affecté au marché, qui lui seront demandés par l'acheteur, dans les limites de la réglementation en vigueur.

## **ARTICLE - 3** *PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHE*

---

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS en vigueur, les pièces contractuelles du présent marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'Acte d'Engagement (AE),
- Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP) et ses annexes,
  - *Annexe 1 : Liste des référents du candidat pour le marché (pour chacun des lots),*
  - *Annexe 2 : Bordereau des Prix (BP),*
  - *Annexe 3 : Tableau récapitulatif du personnel éligible au transfert au début du marché,*
- Le Mémoire Technique (MT),
- La liste des référents de chaque organisme, remise au titulaire, à la notification du marché,
- Le livret de sécurité du prestataire remis par chaque organisme au titulaire, à la notification du marché,
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS) en vigueur,
- Les plannings mensuels d'intervention validés par chaque organisme,
- Les bons de commandes au fur et à mesure de leur émission,
- Les actes spéciaux de sous-traitance et les avenants, postérieurs à la notification du marché.

Le CCAG-FCS et les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, sont des pièces générales non jointes au dossier de consultation des entreprises, et sont par nature, réputés connus du titulaire du présent marché.

Les exemplaires originaux des autres pièces énumérées ci-dessus, conservés par le coordonnateur, font seuls foi.

Les conditions générales de vente du titulaire ne sont pas applicables dans le cadre du présent marché.

De façon générale, aucune réserve ou condition qui serait apportée aux pièces désignées ci-dessus lors de la remise de la proposition puis durant l'exécution du marché ne sera admise. Le titulaire s'engage à respecter toutes les dispositions incluses dans les pièces constitutives du marché désignées au présent article.

## **ARTICLE - 4** *ENGAGEMENT DU TITULAIRE*

---

***Pendant toute la durée du marché, le titulaire s'engage à maintenir une qualité constante dans la réalisation des prestations.***

Celles-ci devront être conformes aux exigences de qualité en vigueur dans la profession du titulaire, et satisfaire aux conditions énoncées à l'article 5 du présent cahier des clauses particulières.

Le titulaire s'engage également, pour les prestations du marché, à respecter les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, ainsi que dans son domaine d'activité.

Le personnel du titulaire intervenant sur les sites des organismes possède la qualification professionnelle, l'habilitation (notamment l'autorisation préfectorale individuelle) et les connaissances requises pour l'exécution des prestations. Les justificatifs devront être fournis à l'appui du DC2, et avant la première intervention de tout nouvel agent.

Le titulaire s'engage à appliquer sans délai, toutes les évolutions réglementaires qui pourraient subvenir en cours d'exécution du marché.

## **ARTICLE - 5** *EXECUTION DU MARCHE*

---

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, les parties privilégieront la communication par courriel, afin d'associer la rapidité de transmission à la garantie d'une date certaine.

Les communications téléphoniques qui seraient nécessaires, notamment en cas d'urgence, feront l'objet d'une confirmation par courriel.

Les boîtes aux lettres électroniques des organismes à utiliser exclusivement seront transmises aux titulaires suite à l'attribution de chaque lot du marché.

Le candidat, quant à lui, indiquera à l'annexe 1 du présent CCP, les coordonnées à utiliser, dans le cadre de la communication avec les organismes.

A titre indicatif, les différentes prestations récurrentes connues, leur dénombrement et leur emplacement sont détaillés au Bordereau des Prix (annexe 2 du présent CCP).

## ***5.1 – Obligations du titulaire***

### ***5.1.1 Obligation de résultat***

Le titulaire accepte de prendre en charge le gardiennage des accueils et la surveillance des sites des organismes membres du groupement d'achats, pour le ou les lots qui lui sont attribués, dans les conditions et selon les obligations figurant au présent marché.

Le titulaire a notamment l'obligation de maintenir les moyens d'intervention en personnel et en matériel en vue d'assurer l'ensemble des missions qui lui sont confiées, dans les délais et conditions fixés par le présent marché et conformément aux plannings d'interventions établis en collaboration avec chaque organisme.

Chaque intervenant est formé et qualifié pour intervenir dans les règles de l'art dans le domaine d'activité lié à l'objet du marché.

Le titulaire fait siens les problèmes d'horaires et d'effectifs. Il recrute, rémunère et emploie le personnel nécessaire, sous sa seule responsabilité.

Il couvre la responsabilité résultant des accidents de trajet ou de travail qui pourraient survenir à ses agents du fait ou à l'occasion de l'exécution du marché, et assure les contrôles médicaux obligatoires.

Les prestations du marché seront exécutées en conformité avec les textes, normes et conditions de sécurité en vigueur et garantiront la protection et la sécurité du personnel, du public et de l'environnement.

### ***5.1.2 Obligation de conseil et d'alerte***

Le titulaire sera force de proposition auprès des organismes.

A cette fin, le titulaire est astreint à un devoir de conseil et de mise en garde sur tous les aspects humains, techniques et organisationnels qu'il a à fournir. Cela concerne également les aspects normatifs et réglementaires.

Le titulaire assure également auprès du Coordonnateur et de chaque organisme un devoir d'alerte sur tous les événements ou les faits pouvant compromettre l'exécution du marché dont il a la responsabilité, sans délai à compter de la connaissance de l'évènement, et propose les mesures adaptées pour les faire cesser.

## ***5.2 – Personnels et dirigeants***

Les dirigeants de sociétés privées de sécurité doivent être titulaires d'un agrément administratif spécifique et d'une autorisation d'exercer en cours de validité.

Tout salarié d'une société privée de sécurité doit justifier d'un casier judiciaire vierge. Il doit faire l'objet d'une enquête administrative par la Préfecture de son département, laquelle aura abouti à la délivrance d'une autorisation d'exercer des activités privées de sécurité, qui se matérialise par la délivrance d'une carte professionnelle.

Les agréments (CQP APS ou équivalent en cours de validité) et autorisations d'exercice seront obligatoirement à joindre au dossier de candidature.

Les cartes professionnelles des agents de sécurité en cours de validité seront à fournir préalablement à la première intervention de l'agent concerné sur un site du groupement d'achats.

Il est interdit aux entreprises exerçant des activités de surveillance et à leur personnel de s'immiscer ou d'intervenir à quelque moment et sous quelque forme que ce soit dans le déroulement d'un conflit du travail ou d'événements s'y rapportant.

Il est également interdit de se livrer à une surveillance relative aux opinions politiques, religieuses et syndicales et de constituer des fichiers dans ce but. De même le code pénal punit les entraves à l'exercice des libertés d'expression, du travail, d'association, de réunion ou de manifestation.

Les agents devront en outre faire preuve de politesse et de correction. Ils ne devront pas recevoir de visites personnelles durant leur vacation.

Outre les qualifications professionnelles réglementaires, les agents de sécurité qui interviendront sur les sites des organismes du groupement d'achats devront montrer les aptitudes nécessaires, notamment pour évoluer dans des conditions optimales dans des organismes recevant du public (la liste ci-dessous n'est pas exhaustive) :

➤ Savoirs :

- Connaître leur environnement professionnel,
- Maîtriser la langue française ; indispensable dans le cadre de la mission de gardiennage des accueils pour communiquer avec les équipes de l'acheteur et les visiteurs (assurés, prestataires...),
- Connaître les techniques de surveillance humaine,
- Etre formé au risque d'attentat,
- Etre formé au risque « incendie » : manipulation d'un extincteur et évacuation du personnel et des visiteurs (assurés, prestataires...). Les agents de sécurité devront au préalable à leur première prise de poste, visiter les sites concernés et prendre connaissance du plan d'évacuation des locaux.
- Etre formé aux premiers secours (SST)
  - ⇒ *Pour ces 3 derniers points, le titulaire doit être en mesure, sur demande de l'organisme concerné, de fournir la preuve de la formation dispensée à son personnel au moyen de certificats ou autres attestations.*

➤ Savoir-faire :

- Accueillir et orienter les visiteurs (assurés, prestataires...), dans le respect des procédures, consignes et outils locaux, et **sans outrepasser leurs attributions**,
- Gérer les tensions (notamment pour désamorcer un conflit),
- Gérer l'environnement d'accueil,
- Contrôler les accès,
- Détecter les anomalies et intrusions,
- Filtrer et contrôler les entrées et sorties,
- Faire respecter les règles d'hygiène et de sécurité en vigueur dans les établissements (Vigipirate, en période de crise sanitaire : port du masque médical...),
- Procéder à un contrôle visuel des sacs.

➤ Savoir être :

- Adopter le comportement relationnel approprié,
- Posséder une bonne capacité d'adaptation et faire preuve d'autonomie,
- Faire preuve de discrétion,
- Respecter les règles de confidentialité,
- Faire preuve d'initiative et de réactivité.

Pour exercer les missions de gardiennage des accueils dans les meilleures conditions, les agents de sécurité seront sensibilisés aux procédures en vigueur dans les accueils des organismes, au préalable à leur première prise de poste.

En concertation avec l'organisme concerné, un nouvel agent de sécurité pourra au besoin, avant sa première prise de poste, effectuer une période de formation sur site (une ou deux journées, à définir entre le titulaire et l'organisme).

Cette période de formation sera à la charge du titulaire.

### 5.3 – Description des prestations

Conformément à la réglementation en vigueur et à la convention collective des entreprises de prévention et de sécurité, les missions de l'agent de sécurité ont pour objet la protection des biens meubles et immeubles, ainsi que celle des personnes physiques ou morales liées directement ou indirectement à la sécurité des biens.

Elles se déclinent en missions :

- D'accueil et de contrôle d'accès,
- De surveillance générale du site,
- De sécurité technique et incendie (de base),
- De secours et d'assistance aux personnes, protection et alerte en cas d'accident ou d'évènement exceptionnel.

***Elles ne doivent donner lieu à aucune confusion avec les tâches administratives, logistiques, d'entretien ou de confort normalement dévolues aux personnels de l'acheteur ou à d'autres prestataires spécialisés dans ces activités.***

***Conformément à la loi du 12 juillet 1983 et au code de la sécurité intérieure, l'acheteur et le titulaire veilleront au respect du principe d'exclusivité qui interdit à l'agent de sécurité, toute autre mission que celles liées aux activités de sécurité privées.***

#### 5.3.1 – Missions de gardiennage des accueils

Le titulaire du marché sera en charge du gardiennage des accueils des organismes membres du groupement d'achats, et plus particulièrement des missions non exhaustives ci-dessous :

- Ouverture et fermeture des portes des accueils aux horaires prévus : le préposé du titulaire devra être présent au minimum 10 minutes avant l'horaire d'ouverture au public, afin de prendre les consignes et d'ouvrir les accès au public, et jusqu'après la sortie du dernier visiteur présent, afin d'assurer la fermeture des accès au public, et ce même si les horaires d'ouverture au public sont dépassés.  
Jusqu'à 30 minutes de dépassement par jour pourront être tolérées sans surcoût.
- Réguler l'entrée du public dans les accueils des organismes, dans le respect des protocoles en vigueur au sein de chaque établissement, notamment en périodes de crises sanitaires (respect du nombre limité de personnes présentes, des mesures sanitaires en vigueur...),
- Assurer la sécurité des salariés des organismes, des visiteurs (assurés, prestataires...) et veiller à la préservation des biens,
- Apprécier les actions appropriées ou les moyens à mettre en œuvre en fonction des situations, selon les consignes établies et dans le respect de la législation en vigueur,
- Pour certains sites, l'agent de sécurité sera amené à effectuer une ronde de surveillance après la fermeture du site au public (la mention sera le cas échéant, indiquée dans le BP – annexe 2 du CCP). Le périmètre et la périodicité de cette ronde seront définis avec les responsables du site concerné,
- Effectuer une remontée des difficultés éventuelles aux responsables de l'accueil concerné,
- Toute autre mission confiée par les responsables de l'accueil concerné, et qui ne sont pas exclues par la législation ou le titulaire, des prérogatives de l'agent de sécurité.

Les agents de sécurité mis à disposition par le titulaire se verront remettre leurs instructions de travail par les responsables de l'accueil du site concerné, notamment par le biais d'une fiche de consignes, mais également grâce à une communication verbale continue.

#### 5.3.2 – Missions de rondes de surveillance

Le titulaire du marché sera en charge de rondes de surveillance sur des sites des organismes membres du groupement d'achats. Ces rondes pourront, en fonction des besoins, concerner l'intérieur des locaux, leur extérieur ou l'ensemble des deux secteurs.

Elles ont pour objectif de signaler toute anomalie pour prévenir des malveillances et des risques facilement détectables, tels que l'incendie, l'inondation ou l'intrusion...

Dans le cadre de ces missions, l'agent de sécurité doit au minimum :

- Vérifier que l'ensemble des accès est bien fermé (portes, grilles, portails, fenêtres...),
- Vérifier la bonne extinction des différents points d'éclairage,

- Reconnaître les signes apparents d'intrusion ou de dégradation de biens ou de matériels,
- S'assurer de la non présence d'intrus,
- Identifier les dangers potentiels de départ d'incendie ou les dangers électriques,
- Repérer les dangers d'inondations (robinet laissé ouvert...) et les éliminer, dans la mesure de ses moyens et dans le respect de la réglementation (ex : simple robinet à fermer),
- Utiliser les outils de traçabilité adéquats,
- Bien connaître les circuits de rondes,
- Assimiler les consignes spécifiques à chaque site,
- Rédiger un rapport de sa ronde ou le document remis par l'organisme, avec le détail des points clés et des anomalies éventuelles à adresser à la personne désignée.

Les instructions spécifiques à chaque site, le planning des tâches à réaliser et le plan de prévention seront fournis au titulaire préalablement au début de chaque mission (détails des tâches à accomplir sur site, définition des chemins de rondes...).

Les moyens d'accès aux sites concernés seront remis au titulaire au début de chaque mission.

L'acheteur se réserve le droit d'effectuer des contrôles sur la présence effective des agents de sécurité de la société dans les locaux qui font l'objet de la mission.

La perte en cours de mission, des moyens d'accès remis au titulaire sera mise à la charge financière du titulaire.

En fin de mission, le titulaire sera tenu de remettre à l'organisme les moyens d'accès confiés en début de mission. La non restitution des moyens d'accès confiés fera l'objet d'une pénalité.

### *5.3.3 – Missions d'ouverture et fermeture de sites*

Le titulaire du présent marché sera en charge de l'ouverture et de la fermeture des portes de certains sites des organismes membres aux horaires prévus, avant l'arrivée et après le départ des agents de l'organisme concerné.

Des rondes pourront être associées à cette mission. Elles auront notamment pour objectifs de :

- Vérifier les éventuelles traces d'intrusion avant l'ouverture et vérifier que les locaux sont totalement libérés en fin de journée,
- Vérifier la fermeture des fenêtres et l'extinction des éclairages des locaux (et procéder aux fermetures et extinctions nécessaires),
- Mettre le site sous alarme le soir et arrêter l'alarme le matin,
- Rendre compte au responsable du site, des éventuelles anomalies relevées (la forme du rapport sera définie avec le responsable de site),
- Réaliser toutes autres missions confiées par les responsables du site concerné, et qui ne sont pas exclues par la législation ou le titulaire, des prérogatives de l'agent de sécurité.

Les instructions spécifiques à chaque site, le planning des tâches à réaliser et le plan de prévention seront fournis au titulaire préalablement au début de chaque mission (détails des tâches à accomplir sur site).

Les moyens d'accès aux sites concernés seront remis au titulaire au début de chaque mission.

L'acheteur se réserve le droit d'effectuer des contrôles sur la présence effective des agents de sécurité de la société dans les locaux qui font l'objet de la mission.

La perte des moyens d'accès remis au titulaire sera mise à la charge financière du titulaire.

En fin de mission, le titulaire sera tenu de remettre à l'organisme les moyens d'accès confiés en début de mission.

Dans l'hypothèse où la sécurisation d'un site s'avérerait impossible (ex : porte bloquée en position ouverte sans autre moyen d'empêcher l'accès aux locaux), l'agent de sécurité sera missionné pour assurer la sécurité du bâtiment, jusqu'à la mise en sécurité de celui-ci.

Cette mission de surveillance sera facturée au tarif prévu dans le BPU.

## 5.4 – Modalités d'exécution des prestations

### 5.4.1 – Mission de gardiennage des accueils : transmission du planning des agents

Au plus tard le dernier jour du mois M-1, le titulaire devra transmettre par mail, le planning mensuel du mois M aux organismes concernés (dont les coordonnées lui seront transmises suite à l'attribution du marché), sur lequel figurera l'identité de ses agents affectés à chaque site et leurs dates d'intervention.

En cas de changement dans le planning de la période en cours, le titulaire s'engage à transmettre dans les meilleurs délais, par e-mail à l'organisme concerné, un planning mis à jour, faisant état de la modification.

En cas de non-respect du délai de remise du planning et en cas de non-respect du planning, sauf accord de l'organisme concerné, les pénalités prévues à l'article 5.6 du présent CCP seront appliquées.

### 5.4.2 – Délais de remplacement du personnel

En cas de remplacement temporaire ou définitif d'un agent de sécurité affecté à l'exécution des prestations du marché par un autre agent non encore référencé, le titulaire devra informer par écrit (mail) les référents de l'organisme concerné dans les meilleurs délais et fournir la copie de la carte professionnelle du remplaçant.

- **Délais de remplacement prévisible (formations, congés...) :**

L'absence de ces agents étant connue à l'avance par le titulaire, il lui appartient de pourvoir et de planifier suffisamment tôt leur remplacement sur le planning de la prestation, à l'identique de compétences, de pratiques, d'expérience et de savoir-être.

- **Délais en cas de remplacement imprévisible ou intempestif :**

Le titulaire devra pallier dans un délai de **4 heures ouvrées**, toute absence intempestive d'agent (retards exceptionnels ou répétés, accident de travail ou maladie), par l'affectation à la mission, d'un agent de compétences, de pratiques d'expérience et de savoir-être au moins identiques à ceux de l'agent défaillant.

- **Remplacement d'un agent à la demande d'un organisme :**

En cas de débordement avéré, de comportement inacceptable d'un agent du titulaire, l'acheteur s'arroge la faculté de demander, à tout moment et sans délai ni préavis, le retrait de cet agent.

Le délai de remplacement imprévisible ou intempestif ci-dessus s'applique également pour ce cas.

- **Fermeture exceptionnelle d'un accueil :**

En cas de fermeture exceptionnelle d'un accueil à l'initiative de l'acheteur d'une durée maximale d'une journée (pont, grève), l'organisme concerné respectera un délai de prévenance du titulaire d'au moins **5 jours ouvrés**.

En cas de non-respect de ce délai, l'organisme ne pourra déduire du forfait mensuel, la prestation non effectuée du fait de la fermeture exceptionnelle.

### 5.4.3 – Consignes liées à la sécurité et à l'accès aux locaux et aux installations

Le personnel du titulaire est tenu de se conformer aux règles d'hygiène et de sécurité en vigueur dans l'ensemble des établissements des organismes membres du groupement d'achats.

Il portera des vêtements de travail arborant la raison sociale du titulaire et adaptés aux missions confiées, notamment pour les missions pour lesquelles les agents de sécurité sont en contact avec le public.

L'attention du titulaire du présent marché est attirée sur les dispositions à prendre afin de garantir, outre son personnel, la sécurité et la protection des personnes présentes sur les sites d'intervention, à quelque titre que ce soit, notamment en périodes de crises sanitaires.

Par conséquent, **le titulaire devra prendre contact en début de marché, avec le référent sécurité de chaque organisme afin de prendre toutes les dispositions afférentes à la sécurité (plan de prévention, remise du livret de sécurité du prestataire, ...).**

Les agents du titulaire possèdent les habilitations en rapport avec la nature de leurs interventions.

Enfin, les agents de sécurité seront dotés par le titulaire, des équipements nécessaires à la réalisation de leur mission et à la communication, dans des conditions optimales (ex : téléphone portable professionnel).

Ces dispositions seront applicables pour la durée totale du marché, reconductions incluses.

## **5.5 – Suivi des prestations**

La fourniture de tous les documents liés au suivi d'interventions est incluse dans le coût de la prestation.

Dans le cadre d'une démarche de développement durable, la dématérialisation des documents de suivi d'intervention sera appréciée.

### **5.5.1 – Réunions de suivi**

Le Coordonnateur organise selon ses besoins, et a minima une fois par an, une ou plusieurs réunions de suivi de l'exécution du marché avec le titulaire.

Au besoin, des réunions de cadrage pourront être organisées localement, soit à l'initiative du titulaire, soit à celle de l'organisme concerné, afin d'optimiser les conditions d'exécution des prestations du marché.

### **5.5.2 – Missions de gardiennage des accueils**

L'acheteur remontera en temps réel au titulaire, ses remarques quant à la qualité des missions de gardiennage effectuées par les agents affectés à ses accueils.

Le titulaire aura quant à lui, l'obligation d'effectuer régulièrement des contrôles aléatoires et des visites sur site et transmettra le compte rendu écrit à l'organisme concerné par courriel à l'adresse communiquée par ce dernier.

La périodicité de ces contrôles sur site sera à minima mensuelle.

### **5.5.3 – Missions d'intervention (rondes et ouverture / fermeture de sites)**

Le titulaire devra impérativement transmettre un rapport de mission écrit à l'acheteur au plus tard 12 heures ouvrées après la fin de chaque intervention.

S'il s'agit de rondes quotidiennes, un rapport quotidien sera établi. Le titulaire aura la charge de définir, en collaboration avec l'organisme concerné, les chemins de rondes.

Il devra mettre en place, à ses frais, un système de contrôle qui lui permettra de s'assurer du passage de ses préposés à chacun des endroits stratégiques identifiés avec l'acheteur (pose de balises de contrôle à lecture magnétique que l'agent du titulaire pointe à chaque passage, ou système équivalent permettant de déterminer avec certitude, la bonne réalisation de la mission).

Dans le cas d'ouverture et de fermeture de site, chaque intervention devra faire l'objet d'un compte rendu détaillé comprenant la liste exhaustive des opérations effectuées au cours de la mission. Celles-ci devront être conformes aux instructions qui auront été transmises par l'acheteur en début de mission.

Les comptes rendus de mission seront transmis par le titulaire par courriel à l'adresse communiquée par l'organisme concerné ou par tout autre moyen dématérialisé équivalent (espace clients...).

Si au cours de sa mission, le préposé du titulaire constate une anomalie liée à celle-ci, susceptible de mettre en danger les biens ou les personnes, les mesures d'urgence adéquates seront prises immédiatement et l'acheteur sera prévenu sans délai, par téléphone aux coordonnées fournies par l'acheteur, et confirmées par écrit à l'adresse courriel de l'organisme.

Le titulaire aura quant à lui, l'obligation d'effectuer régulièrement des contrôles aléatoires sur site et transmettra le compte rendu écrit à l'organisme concerné par courriel à l'adresse communiquée par ce dernier.

La périodicité de ces contrôles sur site sera à minima mensuelle.



## 5.6 – Pénalités et réfections

Le titulaire du marché s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour remplir ses obligations contractuelles ou, en cas d'impossibilité, à en informer l'organisme concerné, de préférence par courriel à l'adresse communiquée par ce dernier ou à défaut par tout autre moyen écrit, dans les plus brefs délais.

Cependant, en cas de non-respect des termes du marché public, le titulaire encourt les pénalités ci-dessous.

Par dérogation à l'article 14 du cahier des clauses administratives générales – fournitures courantes et services (CCAG-FCS) en vigueur, ces pénalités s'appliqueront selon les conditions définies ci-après.

### 5.6.1 – Nature et montant des pénalités (HORS champ de TVA) et réfections

#### **Pénalités :**

Nature des pénalités	Point de départ des pénalités	Montants des pénalités	Fréquence des pénalités
Non-respect des horaires de prise de poste	Retard inférieur ou égal à une heure à compter de l'heure butoir de la prise de poste ( <i>Ex : 10 minutes avant l'ouverture au public pour le gardiennage d'accueil</i> )	20 €	Par agent et par retard constaté (non cumulative avec la pénalité suivante)
	Au-delà d'une heure de retard à compter de l'heure butoir de la prise de poste ( <i>Ex : 10 minutes avant l'ouverture au public pour le gardiennage d'accueil</i> )	30 €	Par agent, par heure entamée et par retard constaté (non cumulative avec la pénalité précédente)
Défaut de remplacement d'un agent dans le délai prévu au marché ( <i>sauf en cas de force majeure</i> )	Constat de défaut de remplacement	200 €	Par défaut constaté
Défaut d'exécution des missions d'ouverture et fermeture de sites	Constat du défaut d'exécution de la mission	100 €	Par mission non exécutée
Défaut d'exécution des missions de rondes de surveillance	Constat du défaut d'exécution de la mission	100 €	Par mission non exécutée
Défaut d'information de l'organisme, en cas de retard d'un agent de sécurité ou de retard dans la réalisation d'une mission	A l'heure normale de prise de poste prévu de l'agent de sécurité ou de début de mission	10 €	Par défaut d'information et par agent/mission
Missions rondes et ouverture / fermeture de sites : Non-respect de transmission du rapport de missions d'interventions <i>dans les délais impartis (Cf. CCP – art. 5.5.3)</i>	Expiration du délai de transmission	20 €	Par jour ouvré entamé de retard et par agent
Mission de gardiennage des accueils : défaut de production du planning <i>dans les délais impartis (Art. 5.4.1)</i>	Expiration du délai convenu entre les parties	10 €	Par jour ouvré entamé de retard et par site
Non-respect des consignes communiquées par les responsables d'accueils pour la mission de gardiennage ( <i>Art. 5.3.1</i> )	Constat	10 €	Par constat et par agent de sécurité
Non-respect des consignes de sécurité énoncées à l'article 5.4.3 du CCP	Constat	100 €	Par constat
Défaut de tenue de travail adaptée	Constat	10 €	Par constat journalier et par agent
Absence de l'interlocuteur dédié ou de son suppléant aux réunions programmées	Constat	50 €	Par absence non justifiée
Non-respect de la tenue des locaux mis à disposition	Constat	50 €	Par constat
Non-restitution d'un moyen d'accès en fin de marché / mission	Non-restitution	200 €	Par moyen d'accès



Nature des pénalités	Point de départ des pénalités	Montants des pénalités	Fréquence des pénalités
Défaut de présentation de la carte professionnelle à la première prise de poste de tout nouvel agent de sécurité	Défaut de présentation	100 €	Par défaut de présentation
Défaut de fourniture des renseignements relatifs à la masse salariale en fin de marché <i>(dans le cadre de la reprise du personnel)</i>	Défaut de fourniture des informations dans les délais prévus <i>(Art. 2.6 du CCP)</i>	200 €	Par constat
Sous-traitance occulte : <i>dans le cas où le représentant de l'acheteur ou des personnes mandatées par lui, seraient amenées à constater la présence sur les sites de personnels d'une autre entreprise en situation de sous-traitance occulte (non déclarée au pouvoir adjudicateur ou non acceptée par ce dernier)</i>	Infraction constatée	1.500 €	Par infraction (pénalité appliquée au titulaire du marché)

***Les organismes se réservent le droit de ne pas appliquer les pénalités de retard de prise de poste, si les retards cumulés sur un mois calendaire pour un même poste n'excèdent pas une heure.***

### **Réfections pour mauvaise exécution des prestations :**

***Seules les prestations effectivement réalisées conformément au CCP ouvrent droit à paiement.***

Conformément à l'article 30.3 du CCAG-FCS en vigueur, lorsque l'acheteur estime que les prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, peuvent néanmoins être admises en l'état, il peut les admettre avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées.

Cette décision doit être motivée. Elle ne peut être notifiée au titulaire qu'après qu'il ait été mis à même de présenter ses observations.

- Si le titulaire ne présente pas d'observations dans les quinze jours suivant la décision d'admission avec réfaction, il est réputé l'avoir acceptée.
- Si le titulaire formule des observations dans ce délai, l'acheteur dispose ensuite de quinze jours pour lui notifier une nouvelle décision. A défaut d'une telle notification, l'acheteur est réputé avoir accepté les observations du titulaire et l'admission est réputée sans réfaction.

### **Mode de calcul des réfections pour les retards de prise de poste constatées dans l'exécution des prestations forfaitaires de gardiennage d'accueil :**

Le ratio des heures de retards par rapport aux heures normalement effectuées dans le mois concerné, sera appliqué au montant du forfait mensuel :

$$\frac{\text{Heures de retard mois } M}{\text{Heures totales mois } M} \times \text{Forfait mensuel}$$

### **5.6.2 – Modalités d'application des pénalités**

Les pénalités sont applicables dans les conditions exposées à l'article 5.6.1 ci-dessus, et sont cumulables (sauf indications contraires).

Elles sont notifiées par tout moyen écrit (courriel, courrier) permettant de donner une date certaine à la décision, mais principalement par échanges dématérialisés à l'adresse courriel communiquée par le titulaire dans son offre.

Conformément à l'article 14.1 du CCAG en vigueur, lorsque l'acheteur envisage d'appliquer des pénalités de retard, il invite, par écrit, le titulaire à présenter ses observations dans un délai de quinze jours. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards concernés ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations. A défaut de réponse du titulaire dans ce délai ou si l'acheteur considère que les observations formulées par le titulaire ne permettent pas de démontrer que le retard n'est pas imputable à celui-ci ou à ses sous-traitants, les pénalités pour retard s'appliquent et sont calculées à compter de l'expiration du délai contractuel d'exécution des prestations.

Les pénalités seront retenues sur les factures à régler.

Conformément à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS en vigueur, le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 10% du montant total HT du marché.

Cette limite s'applique séparément pour chacun des organismes du groupement.

Par dérogation aux stipulations de l'article 14.1.3 du CCAG-FCS en vigueur, aucune exonération de pénalité n'est prévue.

En cas de résiliation du marché, les pénalités de retard sont, le cas échéant, appliquées jusqu'à la veille incluse de la date d'effet de la résiliation.

### **5.7 – Clause de non exclusivité**

Conformément à l'article 45 du CCAG-FCS en vigueur, l'acheteur se réserve le droit de faire appel à d'autres prestataires pour des prestations similaires à celles dont le présent marché fait l'objet, en cas d'incapacité du titulaire à honorer une commande qui lui a été passée dans les conditions prévues au marché.

L'éventuelle différence de coût qui en résulterait serait mise à la charge du titulaire défaillant.

## **ARTICLE - 6      PRIX DU MARCHÉ**

---

Le présent marché sera traité à prix fermes la première année, puis sera révisé selon les modalités prévues à l'article 6.3 du présent CCP.

### **6.1 – Contenu et forme des prix**

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG-FCS en vigueur, l'ensemble des prix indiqués au BP sont réputés comprendre :

- Les prestations de gardiennage et autres missions,
- Les charges fiscales, parafiscales ou autres, frappant les prestations,
- Les frais généraux, d'assurance et toutes taxes afférentes,
- Les frais liés à la production et à la fourniture des documents de suivis des prestations fournies (rapports de mission d'intervention, factures...) et les frais liés aux réunions réalisées dans le cadre du marché,
- Les tenues des agents, ainsi que tous autres équipements et accessoires nécessaires à la bonne réalisation des prestations (téléphones portables professionnels et autres moyens de communication...),
- La fourniture et la mise en place des systèmes de contrôle des rondes,
- Les frais de déplacements sur les sites d'intervention (y compris dans le cadre de réunions),
- Toutes autres dépenses inhérentes à la bonne exécution des prestations, de sorte qu'aucun supplément, de quelque sorte que ce soit, ne puisse s'y ajouter,
- Les marges pour risques et les marges bénéficiaires.

Les tarifs comprennent également les frais correspondant à l'obligation faite au titulaire de maintenir les moyens d'intervention en personnel et en matériel en vue d'assurer l'ensemble des missions qui lui sont confiées dans les conditions et délais fixés par le marché.

Le prix des prestations récurrentes prend la forme d'un forfait annuel qui intègre l'ensemble des éléments constitutifs ci-dessus.

Le prix des prestations occasionnelles prend la forme d'un forfait horaire ou unitaire qui intègre l'ensemble des éléments constitutifs ci-dessus.

### **6.2 – Bon de commandes**

Chaque mission confiée au titulaire fera l'objet d'un bon de commande :

- Annuel, pour les prestations récurrentes,
- Par mission, pour les prestations occasionnelles.

Chaque bon de commande comportera à minima les mentions suivantes :

- Raison sociale du titulaire,
- Coordonnées de l'organisme émetteur du bon de commande,
- Références du marché,
- Numéro de bon de commande,

- Lieu d'intervention,
- Nature de la mission et nombre d'agents affectés,
- Durée de la mission (si définie en amont) avec une date de début et de fin de mission,
- Horaires d'intervention,
- Montant des prestations, établi conformément aux conditions contractuelles hors TVA,
- Montants et taux de TVA légalement applicables,
- Tous rabais, remise, ristourne ou escompte acquis et chiffrable lors du marché et directement liés au marché,
- Montant total TTC des prestations à réaliser.

Dès réception de la commande, le titulaire en accuse réception et prépare son exécution dans les délais prévus au marché.

La durée de validité des bons de commandes ne peut excéder trois (3) mois à compter de leur émission.

### 6.3 – Révision des prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques correspondant au mois de la date limite de remise des offres ; ce mois est appelé « mois zéro ».

Les prix du présent marché sont fermes sur la période initiale de 12 mois de l'accord cadre, et sont ensuite révisables à chaque date anniversaire du contrat, par application de la formule ci-dessous aux prix hors taxes du marché :

$$P = P_0 \times \{0,15 + (0,85 \times \text{CPF } 80.10\text{-N} / \text{CPF } 80.10\text{-N}_0)\}$$

Dans laquelle :

P = prix après révision.

P<sub>0</sub> = prix indiqué au BP aux conditions du mois zéro (M<sub>0</sub>).

- Au dénominateur figurent les valeurs et les indices correspondant aux paramètres ci-dessous à la date limite de remise des offres, soit le mois M<sub>0</sub> (janvier 2026).
- Au numérateur figurent les valeurs de ces mêmes indices ; ce sont les derniers indices publiés à la date de la révision des prix.

**CPF 80.10** (identifiant 010766602) = indice des prix de production des services français – Services de sécurité privée, indice établi et publié dans Le Moniteur ainsi que sur le site Internet du Moniteur [www.lemoniteur-expert.com](http://www.lemoniteur-expert.com) - rubrique indices et sur le site officiel de l'INSEE).

La révision des prix a pour but de prendre en compte les évolutions des conditions économiques et produit ainsi ses effets à la hausse comme à la baisse.

Conformément à l'article 10.2.3 du CCAG-FCS, les coefficients seront arrondis au millième supérieur.

Les montants en euros seront arrêtés à deux décimales et les règles de l'arrondi arithmétiques seront appliquées si nécessaire.

Il appartient au titulaire de fournir l'ensemble des éléments relatifs au calcul de la révision. A l'appui d'un bordereau des prix récapitulant les prix révisés, le titulaire devra fournir les justificatifs des indices et index concernés par la formule de révision des prix.

L'acheteur notifie au titulaire son acceptation de la révision de prix dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande.

L'acceptation définitive de la révision de prix se traduit par la signature par les deux parties, du BP révisé.

En cas de disparition de l'indice retenu pour la révision, la méthode proposée par l'INSEE afin d'assurer la concordance des indices est utilisée, sans qu'il soit nécessaire de prendre cette modification en compte par avenant.

Dans le cas où aucune concordance n'est prévue, l'indice retenu pour la révision des prix est remplacé par un indice équivalent choisi et arrêté d'un commun accord entre les parties.

### 7.1 – Acomptes

Les modalités de règlement des acomptes sont définies aux articles R.2191-20 à R.2191-22 du code de la commande publique.

### 7.2 – Présentation des demandes de paiement

**Seules les prestations effectivement réalisées conformément au CCP ouvrent droit à paiement.**

Par exception à cette règle, les fermetures exceptionnelles des accueils, à l'initiative de l'acheteur d'une durée maximale d'une journée (ponts, grèves...) ne donneront pas lieu à déduction du prix forfaitaire, afin de ne pas pénaliser le titulaire, dans le cas où un délai de prévenance d'au moins 5 jours ouvrés n'a pas été respecté par l'organisme concerné.

Les factures seront adressées à chaque membre du groupement, pour la part le concernant, conformément aux dispositions ci-dessous :

- Pour les prix des prestations récurrentes figurant au BP, une facturation mensuelle par organisme (1/12 du forfait annuel).
- Pour les prix des prestations occasionnelles figurant au BP, une facturation par organisme à l'issue de la prestation. La facturation peut cependant être mensuelle, si la prestation s'étend sur une période supérieure à un mois.

En application des dispositions des articles L.2192-3 et L.2392-3 du code de la commande publique, le titulaire est invité à privilégier la transmission des factures sous forme électronique.

**Nota :** le dispositif décrit ci-après peut s'appliquer également à ses éventuels sous-traitants admis au paiement direct.

Pour ce faire, le titulaire doit utiliser la solution informatique gratuite et sécurisée mise à sa disposition ; le portail public de facturation dénommé « Chorus Pro », dans les conditions définies au présent article.

**L'application Chorus Pro est accessible depuis l'adresse : <https://chorus-pro.gouv.fr>**

Le titulaire est informé que Chorus Pro est le **vecteur exclusif de transmission des factures sous forme dématérialisée** : toute transmission de factures par un procédé de dématérialisation autre que Chorus Pro, ou toute transmission par Chorus Pro mais ne comportant pas l'intégralité des mentions obligatoires listées ci-après, ne sera pas acceptée.

Par suite, en cas de réception d'une facture électronique non adressée via Chorus Pro, l'organisme concerné informera le titulaire du rejet de sa facture, par mail ou par courrier, et l'invitera à s'y conformer. En cas de réception d'une facture adressée via Chorus Pro mais ne comportant pas l'intégralité des mentions obligatoires listées ci-après ou comportant des informations erronées, l'organisme concerné informera le titulaire du rejet de sa facture par message généré via Chorus Pro et l'invitera à réadresser via le portail une facture dûment rectifiée.

Ainsi, le titulaire devra, pour pouvoir déposer ses factures, renseigner les champs suivants dans l'outil :

- Le numéro de SIRET, qui identifiera l'organisme concerné en tant que destinataire de la facture (Cf. liste des référents remise au titulaire à la notification du marché),
- Le code service qui permettra de distinguer les différents services d'une même structure : à demander au référent de l'organisme concerné,
- Le numéro d'engagement qui correspond au numéro de commande. A défaut de numéro de commande, il conviendra de mentionner le nom du marché : « PrA-GE-10 ».

En cas d'interrogation sur les modalités d'utilisation de ce dispositif, le titulaire pourra consulter :

- Le site Communauté Chorus Pro à l'adresse : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>
- L'aide en ligne du portail Chorus Pro.

**Remarque** : en cas de sous-traitance déclarée et acceptée, les factures du sous-traitant supérieures ou égales à 600 € T.T.C devront être adressées par ce dernier à l'organisme concerné pour un paiement direct, ainsi qu'au titulaire du marché pour validation. Pour éviter des erreurs de paiement, le titulaire devra impérativement fournir le détail des prestations sous-traitées avec les montants afférents.

### **7.3 – Délai global de paiement**

Les sommes dues seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures conformes, adressées par le titulaire, ou le cas échéant par son sous-traitant à chaque organisme du groupement d'achats.

En cas de retard de paiement, le créancier a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points de pourcentage.

En cas de présentation d'une facture non conforme, ce délai peut être suspendu une fois. Cette suspension fait l'objet d'une notification au titulaire par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception. Elle précise les raisons qui, imputables au titulaire, s'opposent au paiement ainsi que les pièces à fournir ou à compléter. Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la réception par l'organisme, de la totalité des justifications qui ont été réclamées au titulaire.

A compter de la réception de ces justifications, court un nouveau délai de 30 jours pour l'organisme.

### **7.4 – Paiement des groupements d'opérateurs économiques (cotraitants)**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives aux groupements d'opérateurs économiques s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS en vigueur.

### **7.5 – Nantissement et cession de créance**

Le nantissement et la cession de créance s'effectuent conformément aux articles R.2191-46 et suivants du Code de la commande publique.

Par dérogation aux articles 4.2.1 et 4.2.2 du CCAG-FCS en vigueur, seuls seront notifiés au titulaire les documents suivants :

- La copie de l'acte d'engagement,
- La copie de l'annexe financière.

Le pouvoir adjudicateur délivre uniquement l'exemplaire unique / le certificat de cessibilité en vue de la cession de créance sur demande écrite du titulaire.

## **ARTICLE - 8      SOUS-TRAITANCE**

---

Les obligations du candidat en matière de sous-traitance sont celles énoncées par la loi du 31 décembre 1975, ainsi que les articles L.2193-1 à L.2193-14, R.2193-1 à R.2193-22 et R.2393-24 à R.2393-40 du code de la commande publique.

Le titulaire du présent marché peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

La déclaration de sous-traitance est effectuée par le biais du formulaire DC4 en vigueur.

En cas de sous-traitance, le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché.

La notification du marché emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement (articles R.2191-20 à R.2191-22 du code de la commande publique).

La sous-traitance n'est autorisée que dans les cas suivants :

- Elle ne peut porter que sur les marchés publics de travaux ou de services mais en aucun cas sur les marchés publics de fournitures,
- Elle ne peut-être que partielle,
- Elle n'est régulière qu'après accord du pouvoir adjudicateur ; ainsi le candidat précisera le ou les domaine(s) d'intervention pour le(s)quel(s) il aura recours à la sous-traitance et il devra identifier ses sous-traitants.

La sous-traitance et l'emploi de personnes en difficulté d'insertion :

Le titulaire du marché aura la possibilité de promouvoir l'emploi de personnes rencontrant des difficultés particulières d'insertion. Pour ce faire, le titulaire pourra, s'il le souhaite et pour les prestations pour lesquelles la sous-traitance est autorisée, faire appel à des structures d'insertion par l'activité économique agréées par l'Etat.

Les structures d'insertion par l'activité économique ont pour objet principal l'insertion par l'emploi. Il s'agit de mettre en situation de travail des personnes qui, rencontrant des difficultés particulières d'accès à l'emploi, peuvent toutefois être placées en emploi moyennant un soutien. Ces structures proposent à ces personnes des contrats de travail et mettent à la disposition des salariés en insertion un encadrement professionnel et social afin de rendre leur accès le plus rapide au marché de l'emploi classique.

Si le montant des prestations sous-traitées atteint 600 € TTC, un RIB original certifié du sous-traitant devra également être fourni avec la déclaration. En effet, selon les dispositions du code de la commande publique, le sous-traitant bénéficie du droit au paiement direct dès lors que le montant des prestations exécutées en application du marché est supérieur ou égal à 600 € TTC.

## **ARTICLE - 9      RESPONSABILITE ET ASSURANCE**

---

### **9.1 – Responsabilité**

Le titulaire a la charge entière de la stricte application des lois et règles ; notamment celles de la législation et de la réglementation du travail.

A ce titre, et conformément à l'article 6 du CCAG-FCS en vigueur, les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois, règlements et conventions collectives relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail en vigueur en France.

Le titulaire doit être en mesure de justifier du respect de ces obligations sur la durée totale du marché, sur simple demande de l'acheteur.

Le titulaire est également responsable :

- Des dégradations éventuelles occasionnées aux ouvrages et aménagements existants par l'exécution de ses prestations,
- Des dégradations éventuelles occasionnées à du matériel appartenant aux organismes par suite ou en cours d'exécution de ses prestations,
- Du matériel et des matériaux qu'il a déposés, soit à l'intérieur, soit à l'extérieur des locaux des organismes.

Le titulaire est seul responsable des contraventions aux lois et règlements et ne peut exercer aucun recours contre le pouvoir adjudicateur en cas de condamnation encourue par lui, ses préposés ou ses ouvriers.

Il est tenu sous sa responsabilité, dans le cadre des prestations faisant l'objet du présent marché, de veiller à ce que toutes les précautions soient prises en matière de prévention des accidents, pour son propre personnel, pour le personnel des organismes membres du groupement d'achats et pour les tiers. Il demeure responsable de ces accidents et il est tenu, en outre, de garantir l'organisme de toute action qui serait dirigée contre lui pour des faits de cette nature.

Sont exclus de la responsabilité du titulaire, sous bénéfice de preuves apportées par celui-ci, les dommages et conséquences dus à l'intervention perturbatrice d'un tiers que le titulaire n'a pas eu matériellement la possibilité d'empêcher. On entend par intervention perturbatrice, toute action portant directement ou indirectement atteinte au déroulement normal de l'exécution du marché.

## 9.2 – Assurance

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS en vigueur, tout titulaire (mandataires et groupements d'opérateurs économiques inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances nécessaires, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Le titulaire s'engage à maintenir l'ensemble de ses polices d'assurance en vigueur, pendant toute la durée du présent marché et notamment à payer régulièrement les primes correspondant aux échéances contractuellement convenues.

## ARTICLE - 10 RESILIATION

---

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS en vigueur.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés à l'article R.2143-8 du code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 à 8 du Code du travail, le contrat sera résilié aux torts du titulaire, sans indemnité.

Il en sera de même si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail, relatifs à la déclaration de l'activité de l'entreprise et à la déclaration des salariés de celle-ci.

Le pouvoir adjudicateur a la faculté de mettre fin au marché à chaque période de reconduction. Cette décision sera alors notifiée au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de trois (3) mois avant la date anniversaire du marché.

## ARTICLE - 11 FORCE MAJEURE

---

Par force majeure, il faut entendre tout évènement imprévu ou toute circonstance fortuite dont l'origine est indépendante de la volonté de la partie qu'elle affecte et qui ne pouvait être évité(e) ni empêché(e) malgré tout le soin requis et qui rend partiellement ou totalement impossible ou illégal pour la partie concernée, l'accomplissement de ses obligations découlant du marché.

Sont notamment considérés comme « évènements de force majeure », pour autant qu'ils respectent les conditions ci-dessus mentionnées, les cas repris dans la liste non exhaustive suivante :

- Lois et décisions du gouvernement ou des autorités gouvernementales ou des représentants gouvernementaux,
- Actes de l'ennemi public, guerres, troubles civils et militaires, blocus, insurrections, émeutes, épidémies, pandémies, quarantaines, actes de terrorisme, ...
- Foudre, tremblements de terre, incendies, catastrophes aériennes et maritimes, explosions, interruptions de l'approvisionnement en énergie,
- Grèves extérieures au personnel de la partie qui revendique le cas de force majeure.

Si en raison d'un évènement de force majeure, une partie ne peut accomplir les obligations qui lui incombent en application du présent marché, sa responsabilité ne pourra être mise en cause et l'exécution de ces obligations sera suspendue aussi longtemps que perdurera l'évènement de force majeure.

La partie affectée par un évènement de force majeure doit néanmoins continuer à exécuter celles de ses obligations qui ne seraient pas affectées par le cas de force majeure lorsqu'une telle exécution fractionnée ne présente pas de danger pour les matériels et pour toute personne intervenant sur les matériels, et faire en sorte de reprendre dès que possible l'exécution normale du présent marché.

La partie qui sollicite la suspension de l'exécution de ses obligations informera l'autre partie par tout moyen dans les plus brefs délais et au plus tard dans les 8 jours qui suivront le jour où elle aura connaissance de la survenance de l'évènement de force majeure et en précisera les circonstances.



Les parties prendront toute mesure appropriée afin de limiter les conséquences dommageables de l'évènement de force majeure.

## **ARTICLE - 12      REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE**

---

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L.627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L.622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un (1) mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un (1) mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## **ARTICLE - 13      REGLEMENT DES LITIGES – LANGUES – EVOLUTION DE LA LEGISLATION**

---

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

En cas de litige, la loi française est seule applicable.

En cas de différend concernant l'exécution du marché, l'acheteur et le titulaire peuvent, dans le but d'aboutir à une solution amiable et équitable, saisir :

- Soit le médiateur des entreprises (articles L2197-4, R2197-23 et R2197-24 du code de la commande publique),
- Soit le comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics de Nancy.

A défaut d'accord amiable, toute contestation relative à l'exécution du présent marché sera de la compétence exclusive du tribunal judiciaire de Nancy, rue du Général Fabvier à Nancy (54035).

Par dérogation aux articles 5.2.2 (Protection des données à caractère personnel), 6.2 (protection de la main-d'œuvre) 7.2 (Protection de l'environnement) du CCAG-FCS en vigueur, toute évolution législative en cours d'exécution du marché s'applique de plein droit au marché sans qu'il soit nécessaire de le formaliser par une modification du marché sauf :

- Pour le cas où cette législation entraîne des prestations indispensables supplémentaires.
- Pour le cas où une disposition de ladite nouvelle législation prévoit expressément le contraire.

## **ARTICLE - 14      CLAUSE DE CONFIDENTIALITE**

---

- Chaque Partie s'engage à considérer comme strictement confidentielles toutes les informations qui lui seront communiquées par l'autre Partie, dans le cadre de l'exécution du présent Contrat. Les Parties entendent préciser



que seront considérées comme confidentielles les données échangées entre les Parties tout au long de l'exécution du Contrat.

Chaque Partie s'engage à respecter le secret professionnel et le secret des affaires ainsi que les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 sur l'informatique et les libertés modifiée et du règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 appelé « règlement européen sur la protection des données » ou « RGPD ».

Chaque Partie s'interdit, en conséquence, de divulguer, pour quelque cause que ce soit, lesdites informations, sous quelque forme, à quelque titre et à quelque personne que ce soit.

Le terme "Information Confidentielle" est défini comme toute information de quelque nature que ce soit et quelle que soit sa forme, écrite ou orale, y compris, sans que cela ne soit limitatif, tout écrit, note, copie, rapport, document, étude, analyse, dessin, lettre, listing, logiciel ou support numérique, spécifications, chiffre, graphique, enregistrement sonore et/ou reproduction picturale, quel que soit son support.

➤ Chacune des Parties s'engage notamment à :

- Prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger l'accès aux informations confidentielles,
- Ne pas utiliser les informations confidentielles autrement qu'aux fins du Contrat,
- Ne pas utiliser les informations confidentielles à son profit ou au profit de tout tiers en dehors de la stricte application du Contrat,
- Ne pas divulguer les informations confidentielles à tout tiers non autorisé ou non concerné par l'objet du Contrat,
- Ne pas utiliser les informations confidentielles pour toute action directe ou indirecte de conception, développement ou commercialisation de produits similaires ou concurrentiels à ceux de l'autre Partie,
- Ne divulguer les informations confidentielles qu'à ses seuls préposés ayant la nécessité de les connaître au titre de leur mission,
- Ne laisser accès aux informations confidentielles qu'à ceux de ses dirigeants, employés, mandataires, ou conseils devant y avoir accès pour la bonne exécution du Contrat et sous réserve du respect par ceux-ci de la présente obligation de confidentialité.

➤ Chacune des Parties sera déliée de son obligation de confidentialité au cas où :

- La divulgation des informations confidentielles serait exigée par la loi, les règlements, une décision judiciaire ou si cette divulgation était nécessaire pour mettre en œuvre ou prouver l'existence de droits en vertu du Contrat,
- Les informations confidentielles ont fait l'objet d'une mise à disposition au public assurée directement par l'autre Partie et sans restriction,
- Les informations confidentielles sont déjà connues du public, ou sont tombées dans le domaine public en dehors de toute intervention de l'autre Partie.

Chacune des Parties s'engage à respecter son obligation de confidentialité dès la signature du présent Contrat et pendant toute sa durée ainsi que pendant une période de cinq (5) ans à compter de la fin du présent Contrat et pour quelque cause que ce soit.

## **ARTICLE - 15      DEVELOPPEMENT DURABLE**

---

Le pouvoir adjudicateur s'inscrit dans une démarche de développement durable, ce qui suppose qu'il exige de la part de ses fournisseurs qu'ils prennent les mesures qui s'imposent au regard notamment de la protection de l'environnement.

A ce titre, seront détaillés au point 2 de son mémoire technique, les moyens mis en œuvre par le titulaire pour respecter cet engagement, dans le cadre du marché comme :

- La dématérialisation des documents liés à la vie du marché,
- L'utilisation de véhicules par les agents de sécurité ayant un impact environnemental réduit : priorisation d'utiliser des véhicules électriques ou hybrides, entretien régulier des véhicules pour optimiser leur consommation et minimiser les émissions polluantes, le respect des normes de qualité de l'air en vigueur.
- La formation ou information éco-conduite des intervenants et les autres actions en faveur du développement durable en lien avec le marché.

## **ARTICLE - 16      DESIGNATION DES REFERENTS DU MARCHE**

---

Pour une bonne gestion du marché ou pour tous renseignements, le titulaire désignera, pour chaque lot, dans le tableau fourni en annexe 1, les personnes référentes de ce marché qui seront les interlocuteurs privilégiés des organismes.

S'ils diffèrent, en fonction de la zone géographique, le titulaire indiquera dans son offre, les coordonnées de l'ensemble des référents, ainsi que le périmètre d'intervention de chacun d'entre eux.

En cas de changement de référents ou de leurs coordonnées, le titulaire du marché en informe les organismes dans les meilleurs délais par courriel aux adresses qui lui seront communiquées suite à l'attribution du marché.

L'annexe 1 mise à jour sera jointe à l'envoi.

La liste des référents de chaque organisme du groupement d'achats sera transmise au titulaire de chaque lot lors de l'attribution du marché.

## **ARTICLE - 17      DEROGATION AU CCAG-FCS EN VIGUEUR**

---

- L'article 3 du CCP déroge à l'article 4.1 du CCAG-FCS,
- L'article 5.6 du CCP déroge à l'article 14 du CCAG-FCS,
- L'article 5.6.2 du CCP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS,
- L'article 7.5 du CCP déroge aux articles 4.2.1 et 4.2.2 du CCAG-FCS,
- L'article 13 du CCP déroge aux articles 5.2.2, 6.2 et 7.2 du CCAG-FCS.